

## Place de la santé Europe

### Le regard des citoyens sur les enjeux de santé en Europe

Enquête Harris Interactive pour



Enquête réalisée en ligne du 27 février au 8 mars 2019. Échantillon de 7056 Européens, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus en France (1000), en Allemagne (1012), en Grèce (1002), en Italie (1027), en Pologne (1012), au Portugal (1003) et en Suède (1000). Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle/revenus et région de l'interviewé(e).

\*\_\*\*

A quelques semaines des élections européennes de mai 2019, la Mutualité Française a sollicité Harris Interactive pour réaliser une enquête sur **les attentes des Européens<sup>1</sup> en matière de santé**. Cette édition européenne s'inscrit dans le prolongement de l'enquête Place de la Santé réalisée en 2017 menée auprès d'un échantillon national représentatif de la population française.

Quel regard les Européens portent-ils sur le système de santé de leurs pays respectifs ? Quels types d'interventions attendent-ils de la part de l'Union Européenne sur les différents sujets reliés au domaine de la santé ? Telles sont certaines des interrogations auxquelles cette enquête a pour vocation d'apporter des éléments de réponse.

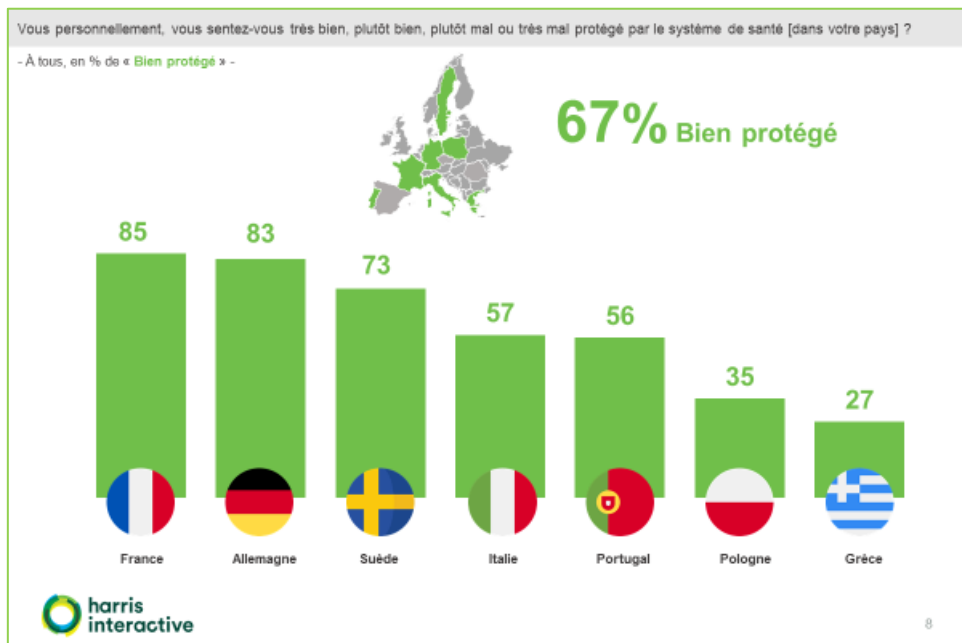
---

<sup>1</sup> Dans la suite de cette note la mention « citoyens européens » fait référence, par convention, aux personnes habitant dans chacun des 7 pays concernés par l'enquête.

## Quels sont les principaux enseignements de cette enquête ?

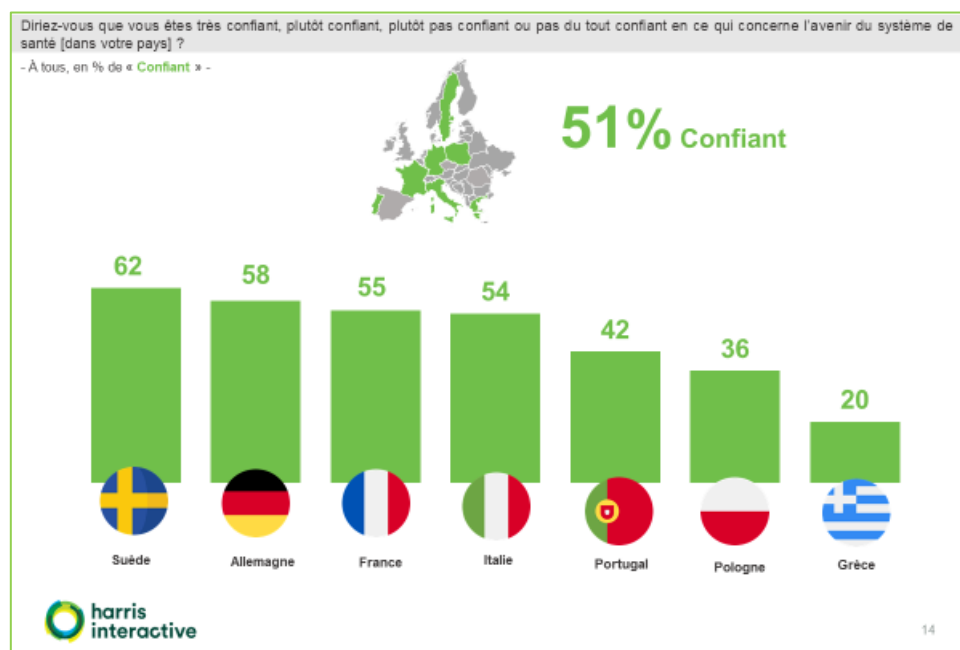
Le regard des Européens sur leur système de santé se révèle très contrasté selon les pays. Français, Suédois et Allemands en ont une perception nettement plus positive que la moyenne, alors que les Polonais et surtout les Grecs se montrent bien plus défiants et attendent davantage une intervention de l'Union Européenne pour améliorer les choses dans ce domaine.

- **Au global, la majorité des citoyens européens interrogés dans cette étude considèrent que le système de santé de leur pays bénéficie au plus grand nombre, c'est-à-dire à tout le monde ou à une forte majorité de personnes.** C'est particulièrement le cas en France (80%), en Suède (75%) et en Allemagne (71%), dans une moindre mesure en Italie (63%) et au Portugal (59%). A l'inverse, la plupart des Polonais et des Grecs considèrent plutôt que leur système de santé ne bénéficie qu'à une minorité de citoyens (69% en Pologne, 67% en Grèce).
- **De la même façon, les citoyens d'Europe de l'Ouest et du Nord se sentent, dans leur grande majorité, bien protégés par leur système de santé national.** C'est principalement le cas en France (85%, dont 23% se sentent même « très bien protégés »), en Allemagne (83%) ou en Suède (73%). A l'inverse, ce sont là encore les Polonais (35%) et les Grecs (27%) qui ne sont qu'une minorité à se sentir bien protégés.



Logiquement, plus on a le sentiment d'être bien protégé par son système de santé, plus on a l'impression d'être « bien loti » en comparaison avec les autres pays. C'est ainsi que **les Français se montrent particulièrement convaincus d'être mieux protégés par leur système de santé qu'ailleurs en Europe** (77%, soit le niveau le plus important parmi les 7 pays), devant les Allemands (64%). En revanche, certains se montrent nettement plus pessimistes : c'est notamment le cas des Portugais (50% d'entre eux ont le sentiment d'être moins bien protégés qu'ailleurs) et surtout des Polonais (64%) et des Grecs (71%).

- **Dans la lignée de ce qui précède, les citoyens d'Europe de l'Ouest et du Nord se montrent les plus confiants quant à l'avenir de leur système de santé national**, sans toutefois se montrer très convaincus dans l'absolu. Ainsi, 62% des Suédois et 58% des Allemands expriment de la confiance dans l'avenir de leur système de santé, contre un peu plus d'un Français (55%) et d'un Italien (54%) sur deux. **Les Grecs se montrent en revanche de loin comme les plus pessimistes** : 8 Hellènes sur 10 n'ont pas confiance dans l'avenir de leur système de santé, et 31% se disent même « pas du tout confiants ».



- **Par ailleurs, l'attitude à l'égard de l'Union Européenne en matière de santé se trouve clairement affectée par ces différences de considération à l'égard des régimes de santé nationaux.** D'un côté, les habitants des pays les plus aisés (France, Allemagne, Suède, Italie), qui se montrent plus positifs que les autres à l'égard de leur système de santé, ont davantage confiance, pour améliorer celui-ci, en la capacité d'action des pouvoirs publics de leur pays qu'en celle de l'Union Européenne. Et c'est précisément l'inverse pour les autres (Polonais, Portugais et Grecs), qui en appelleraient en priorité à l'UE.

De la sorte, quand Suédois et Français se montrent majoritairement attachés à l'indépendance de leur système de santé et souhaitent que chaque pays continue à disposer de son système national comme c'est le cas actuellement (68% dans chacun des deux pays), **les Grecs et les Portugais se montrent les plus favorables à ce que l'Union Européenne intervienne davantage** pour améliorer la santé dans l'ensemble des pays membres (69% pour cette option en Grèce, 68% au Portugal).

- **Les citoyens européens attendent prioritairement de la part de l'Union Européenne des actions en matière d'harmonisation des droits sociaux**, ainsi que des directives dans le domaine de la santé (comme des vaccins obligatoires pour tous les Européens, des achats groupés de médicaments au niveau de l'Europe...). Notons ici que les Grecs et les Portugais se montrent les plus convaincus de la nécessité de mettre en place une procédure d'harmonisation des droits sociaux (57% en Grèce, 65% au Portugal).

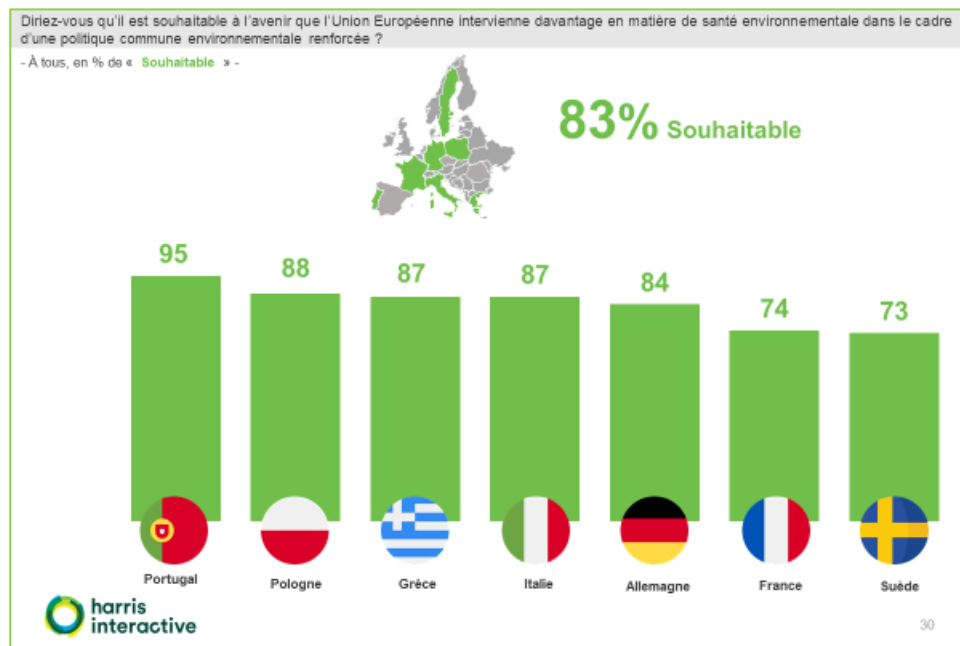
### Les Européens expriment une forte préoccupation à l'égard des questions environnementales et souhaiteraient que l'Union Européenne intervienne davantage en la matière.

- **Les citoyens européens se montrent plutôt satisfaits de la manière dont leurs gouvernements prennent en charge la qualité de l'eau, les épidémies et la sécurité alimentaire, mais se montrent moins positifs à propos d'un certain nombre d'autres sujets environnementaux et de santé publique** (perturbateurs endocriniens, biodiversité, ondes, pesticides...). Cette tendance générale se vérifie dans la plupart des pays de l'étude.

De même, en matière de santé et d'environnement, **les citoyens européens manifestent avant tout une certaine confiance (limitée cependant) dans l'action des citoyens et des ONG**, notamment au Portugal, en France et en Pologne. Celle-ci est un peu plus faible envers l'action de l'Union Européenne, des pouvoirs publics de leur pays, et plus réduite encore envers les médias et les entreprises. Notons que le niveau de confiance envers la capacité de l'UE à agir en matière de santé et d'environnement est surtout élevé au Portugal (75%) et en Pologne (64%).

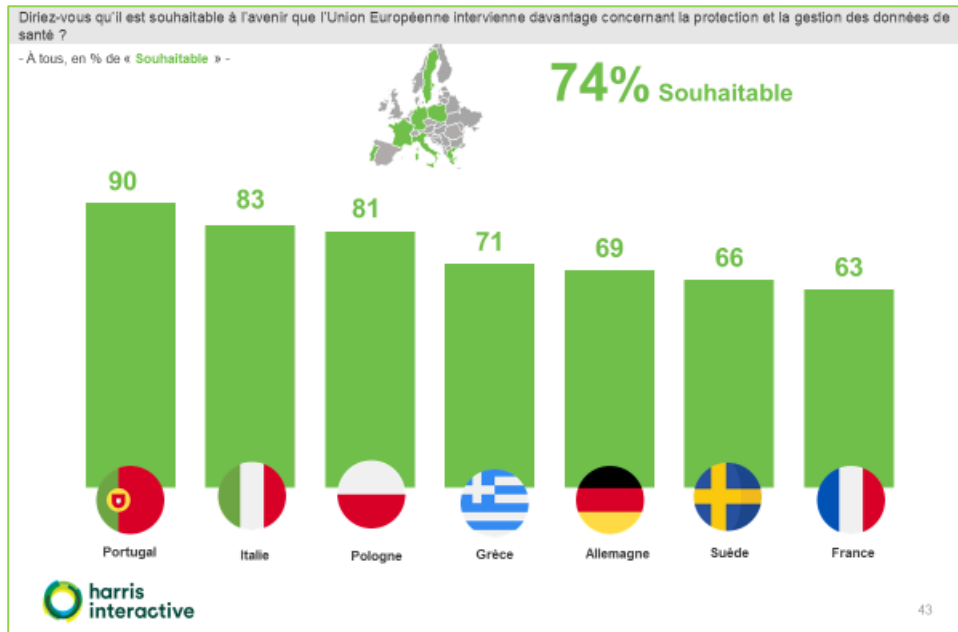
- **Les préoccupations écologiques et sanitaires sont des sujets qui touchent la majorité des citoyens européens. Ceux-ci se montrent en effet particulièrement attentifs à la composition et à l'origine des produits qu'ils achètent**, tant au regard de leur santé qu'en matière de protection de l'environnement. Et sur ce sujet, les citoyens européens émettent majoritairement, et dans l'ensemble des pays, **le souhait que l'Union Européenne s'implique davantage en matière environnementale**. Une demande de plus forte implication d'autant plus partagée au Portugal (95%), en Pologne (88%), en Grèce (87%) et en Italie

(87%), mais qui reste supérieure à 70% dans tous les autres pays. Par ailleurs, parmi les domaines d'action jugés les plus importants pour les citoyens européens en matière de protection de l'environnement, **c'est la lutte contre la pollution de l'eau et de l'air qui apparaît d'assez loin comme l'axe prioritaire dans l'ensemble des pays européens**. Notons qu'il s'agit d'un domaine un peu moins mis en avant que la moyenne en France et en Allemagne, les attentes en ce qui concerne la lutte contre les pesticides étant en revanche plus prononcées dans ces deux pays qu'ailleurs.



**Les citoyens européens expriment également une vigilance accrue en matière de protection des données personnelles et de santé au travail.**

- **D'une manière générale, une majorité de citoyens européens estiment nécessaire la collecte de données sur l'état de santé des personnes**, afin d'améliorer la qualité des soins et le suivi des patients, et pensent très majoritairement que cette pratique devrait s'accroître au cours des prochaines années. Cependant une partie d'entre eux s'inquiètent également en ce qui concerne l'utilisation qui pourrait être faite de ces données (entre 62% et 72% selon les pays). Les Européens se montrent également partagés sur l'encadrement par la loi de cette utilisation des données, bien qu'ils se déclarent, de manière générale, **satisfaits du niveau de protection des données de santé dans leur pays** : c'est surtout le cas en France, en Allemagne et en Italie, mais notons que seuls 47% des Grecs se déclarent satisfaits dans ce domaine. Néanmoins, des Portugais (90%) jusqu'aux Français (63%), une majorité s'exprime dans chaque pays pour demander une **intervention accrue de l'Union Européenne dans ce domaine**.



- **Dans le domaine de la santé, c'est le médecin qui reste de très loin la première personne de confiance en matière d'utilisation des données personnelles** : plus de 9 Européens sur 10 se déclarent prêts à partager leurs données de santé personnelles avec leur médecin, et ce quel que soit le pays. Ils seraient en revanche beaucoup plus réticents à les partager avec les pouvoirs publics de leur pays, et davantage encore avec les pouvoirs publics européens ou des entreprises privées offrant des services de e-santé (les Italiens et les Polonais apparaissent comme un peu moins défiantes que les autres à l'égard de ces dernières).
- **Par ailleurs, les citoyens européens portent un regard mitigé sur la prise en compte des enjeux de santé et de bien-être au travail** : seuls les Italiens ont tendance à estimer que les enjeux de santé au travail sont bien pris en compte, autant au niveau des employeurs, des pouvoirs publics de leur pays et de l'Union Européenne. Les Polonais et les Portugais se montrent aussi plutôt positifs en moyenne, sauf en ce qui concerne le regard porté sur l'action des pouvoirs publics de leur pays. Par ailleurs, si les Européens devaient choisir entre plus d'informations ou plus de mesures destinées à améliorer la sécurité des travailleurs, **les citoyens de chacun des pays concernés se porteraient vers plus de mesures concrètes.**
- Notons enfin que sur chacun de ces points (protection des données de santé, enjeux de santé et de bien-être au travail), **les citoyens européens ont tendance à souhaiter un niveau d'implication accrue de la part de l'Union Européenne.** Mais avec des niveaux d'intensité variables selon les pays. Ainsi, si Portugais, Italiens et Polonais se montrent très clairement en faveur d'une intervention plus importante de l'UE

dans ces différents domaines, Français, Allemands et Suédois s’y montrent également favorables, mais de manière plus nuancée.

\*\_\*\*

***Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.***

***A propos de Harris Interactive***

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l’institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l’international.

Animé par l’énergie de la passion, porté par l’innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d’étendre sa présence dans la filière études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur [www.harris-interactive.fr](http://www.harris-interactive.fr), [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

**Contacts Harris Interactive en France :**

Laurence Lavernhe – 5 avenue du Château - 94300 Vincennes - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 -

[llavernhe@harrisinteractive.fr](mailto:llavernhe@harrisinteractive.fr)

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - [jdlevy@harrisinteractive.fr](mailto:jdlevy@harrisinteractive.fr)